

# AVIS SUR LE PROJET DE SAGE SEUDRE VOTE PAR LA CLE LE 14 JUIN 2016

**Chambre d'agriculture-17 – 13 octobre 2016**

## 1 Remarques préliminaires

- Le projet de SAGE soumis pour avis à la Chambre d'agriculture correspond au projet daté du 14 juin 2016. Ce projet a été modifié à la suite de la réunion de la CLE du 14 juin 2016. Ce qui suppose que les élus de la Chambre d'agriculture présents à la réunion du 14 juin 2016 n'ont pas validé le projet tel que soumis aujourd'hui à l'avis de la Chambre d'agriculture.
- Tout au long de l'élaboration du SAGE, la Chambre d'agriculture a rencontré de grandes difficultés pour participer correctement aux débats puisqu'il n'y a jamais eu de compte-rendu réalisé des différentes réunions de travail et des réunions de bureau de la CLE et parce que les documents soumis en réunion étaient sans cesse remaniés. Bien des fois, en arrivant en réunion, les versions discutées n'étaient pas les versions envoyées. Ce qui a conduit la Chambre d'agriculture en dernier recours, à solliciter les services d'une juriste afin de l'aider à mieux se faire entendre dans un contexte » d'instabilité permanente.

## 2 Analyse du SAGE

**Les débats qui ont lieu devant le Parlement lors de l'adoption d'une loi permettent aux juristes de mieux comprendre l'esprit de la loi ainsi que la portée des mesures adoptées. Ces débats servent aux juges à mieux interpréter la loi.**

Lors des débats parlementaires préalables à l'adoption de la loi sur l'eau de 2006, le député André Flajolet, rapporteur de la loi, a précisé le 18 mai 2006 : « *Il convient toutefois de rappeler que les contraintes des SDAGE s'imposent à tous sans exception. Les SAGE ne sont que la déclinaison pratique dans les départements locaux de la proximité de l'eau de ces contraintes et permettant qu'elles soient comprises, évaluées, organisées. Le SAGE, ne crée donc aucun droit ni aucune contrainte supplémentaire : je le répète le SDAGE s'impose. Par voie de conséquence, votre amendement laisserait supposer que les SAGE sont indépendants du texte fondamental qu'est le SDAGE. La commission ne peut l'accepter.* ».

Lors des débats du 18 mai 2006 à l'Assemblée nationale, il a également été dit : « *autant les SAGE ont vocation à permettre des échanges et à favoriser la concertation – on réunit les partenaires et on essaie de dégager des consensus – autant il convient d'affirmer clairement qu'ils n'ont pas vocation à sur administrer* ».

La ministre de l'Ecologie de l'époque a précisé : « *Monsieur le député, le règlement du SAGE est juridiquement du niveau inférieur à la loi, il ne peut donc pas s'y substituer* ». **C'est pourquoi le rapporteur de la loi a pu préciser qu'il n'y aurait pas autant d'Etats français que de SAGE.**

**L'ensemble de ces échanges montre que :**

- Le lien de compatibilité entre le SDAGE et le SAGE doit s'apprécier au regard des exigences propres à la hiérarchie des normes : le SAGE doit s'insérer dans la hiérarchie des normes ce qui suppose le respect du SDAGE, le respect de la loi mais aussi de la constitution. Le respect de la loi et de la constitution l'emportant sur une mesure du SDAGE qui ne respecterait pas la loi et la constitution.

- Afin de pouvoir apprécier la compatibilité du SAGE avec le SDAGE il est essentiel de se rappeler que le SAGE est là pour préciser le SDAGE, comme cela a été dit lors des débats parlementaires. Le SAGE est là pour décliner le SDAGE au plus près du terrain. Si on accepte que le SAGE ajoute des éléments nouveaux par rapport au SDAGE et sans lien avec lui, alors cela suppose d'accepter toute écriture du SAGE sans possibilité de l'apprécier par rapport au SDAGE et au lien de compatibilité. En effet, si la compatibilité permet d'apprécier la norme inférieure par rapport à la norme supérieure de façon plus souple que la conformité. Néanmoins, cela n'exonère pas de conserver un lien entre les deux niveaux de normes. Les SAGE peuvent s'écarter dans une certaine mesure des objectifs des SDAGE, à condition toutefois de ne pas leur être substantiellement contraires. Ils doivent respecter l'esprit général de la norme supérieure. Quand le SAGE décide d'une veille foncière afin d'acquérir des terres en zones humides en lien avec l'élaboration de règlements d'eau la question se pose de savoir si nous sommes en compatibilité étant donné que ces éléments ne figurent pas en tant que tels dans le SDAGE qui s'oriente différemment (Voir les analyses ci-après). Il est possible de considérer qu'en s'écartant résolument de ce que propose le SDAGE, le SAGE s'écarte de façon substantielle du SDAGE et aboutit à une incompatibilité caractérisée par une suradministration. La suradministration mettant l'accent sur le fait que le SAGE s'indépendantise du SDAGE et rend difficile voire impossible l'examen du rapport de compatibilité sauf à considérer que le SAGE peut écrire ce qu'il veut. Il convient de veiller à cet examen de suradministration ou pas sous peine de valider des SAGE qui n'ont plus de lien avec le SDAGE alors même qu'ils y sont soumis.
- **Le SAGE, validé par arrêté préfectoral, se doit de respecter la loi qui lui est supérieure. L'écriture du SDAGE ne peut le libérer de ce lien hiérarchique.**
- **La CLE n'écrit pas le droit qu'elle veut, mais le droit qu'elle doit, sous le contrôle de légalité du préfet qui au final approuve le SAGE.**

Notons que le SAGE ne signale pas systématiquement son rapport de compatibilité avec le SDAGE.

### 3 Analyse du PAGD

Clé de lecture de l'analyse ci-après :

**Il est essentiel de noter que les dispositions d'un SAGE dépendent les unes des autres et ne peuvent se comprendre les unes sans les autres.**

**Disposition QM3-5 : Préciser les modalités pratiques de compensation en cas d'altération ou de destruction de zones humides.**

Cette disposition a pour objet d'inciter les services instructeurs de l'Etat à orienter les pétitionnaires vers des zones du bassin de la Seudre diagnostiquées comme dégradées.

- **Examen de la compatibilité avec le SDAGE** : la disposition D40 du SDAGE Adour Garonne organise des règles de compensation s'exprimant « en priorité dans le bassin versant de la masse d'eau impactée ou à défaut dans le bassin Adour Garonne. » Cette exigence doit s'examiner au regard de la loi du 8 août 2016 sur la biodiversité qui s'impose aux SDAGE comme au SAGE. La loi insère un nouvel article L. 163-1 – II précisant que « *les mesures de compensation sont mises en œuvre en priorité sur le site endommagé ou en tout état de cause à proximité de celui – ci afin de garantir ses fonctionnalités de manière pérenne.* » Cette approche est conforme à la jurisprudence qui veille au respect de cette exigence de proximité. Dernière décision marquante en date : le TA de Toulouse considère que la création d'une réserve est d'utilité publique et répond à l'orientation du SDAGE Adour Garonne de développer les réserves pour prendre en compte les changements climatiques. Mais l'utilité du barrage de Sivens n'est pas démontrée en raison en particulier d'une suppression excessive de zone humide qui n'est pas correctement compensée : « *qu'il ressort des pièces du dossier et notamment des avis du conseil scientifique régional du patrimoine naturel (CSRPN) du 11*

janvier 2013, du conseil national de la protection de la nature (CNPN) du 16 avril 2013 et de l'autorité environnementale du 8 août 2013 que les mesures compensatoires présentent un caractère hypothétique, ne compensent pas réellement la disparition de la seule zone humide majeure de la vallée et qu'il existe une incertitude sur la faisabilité technique de créer des zones humides sur des terrains qui n'en étaient pas auparavant et la localisation de certains sites choisis en dehors de la vallée du Tescou; qu'il a été également relevé que l'acquisition d'une dizaine de parcelles dispersées en lieux différents affaiblit la qualité de la compensation d'une zone humide d'un seul tenant. » C'est pourquoi le juge annule l'autorisation administrative de réaliser le barrage de Sivens<sup>1</sup>. **Si la disposition du PAGD du SAGE Seudre est compatible avec le SDAGE Adour Garonne, la disposition du SDAGE est contestable au regard du droit. Elle ne peut donc s'imposer au SAGE.**

- **Examen de la légalité de la disposition du PAGD :** comme démontré ci-dessus, le droit ne permet pas de proposer des compensations en dehors des lieux impactés par les ouvrages autorisés. **La disposition QM3-5 n'est pas conforme au droit et n'est pas couverte par la disposition du SDAGE elle-même contraire au droit.**

#### **Disposition G3-1 : Disposer d'une veille foncière sur les secteurs d'intérêt pour la restauration des services écosystémiques**

L'écriture de cette disposition a évolué dans le temps afin de ne plus revêtir de forme contraignante pour les acteurs concernés par la maîtrise foncière comme le conservatoire du littoral ou encore les communes. La veille foncière est proposée sur les secteurs d'intérêt pour la restauration des services écosystémiques.

- **Examen de la compatibilité avec le SDAGE :** La mise en place d'une veille foncière n'est pas préconisée par le SDAGE Adour Garonne dans son orientation D. En outre, le SDAGE Adour Garonne ne préconise pas de tels secteurs d'intérêt écosystémique. **En ce sens le PAGD sur administre en rajoutant des éléments ignorés par le SDAGE. Il est indépendant du texte fondamental qu'est le SDAGE.**
- **Examen de la légalité de la disposition du PAGD :** **L'écriture de la disposition est conforme au droit puisqu'elle s'exprime en forme d'invitation adressée aux structures compétentes d'effectuer une veille foncière. La disposition est conforme au droit sur ce point. Néanmoins,** la veille foncière s'appuie sur la création de « secteurs d'intérêt pour la restauration des services écosystémiques » (cartes 7 et 8 du SAGE). Ces secteurs ne figurent pas dans le code de l'environnement et dans l'article L. 212-5-1. Cette nouvelle appellation de secteurs participe à une confusion dans la compréhension du rôle du PAGD d'un SAGE. En effet, cette dénomination autorise ensuite le SAGE dans sa disposition QM2 – 5 à envisager certaines mesures concernant la gestion des ouvrages hydrauliques avec la mise en place de règlements d'eau. Le PAGD considère que « En améliorant l'accès à ces ouvrages, la gestion du foncier favorise la mise en œuvre des règlements d'eau », visés à la disposition QM2-5 présentée ci-après. **Dans ces conditions, le SAGE Seudre via une veille foncière qui ne relève pas expressément au regard du droit de ses compétences, via une cartographie non listée par le code de l'environnement et via des règlements d'eau dont la mise en place soulève bon nombre d'interrogations juridiques, crée un droit local spécifique et nouveau.**

#### **Disposition QM2-5 : Coordonner la gestion des ouvrages hydrauliques à l'échelle du bassin versant**

Le PAGD du SAGE SEUDRE constate que la gestion des niveaux d'eau des zones humides de la carte 7 s'opère via des clapets mobiles. Cette gestion ne se faisant, selon le PAGD, qu'au regard des seuls usages, sans tenir compte des services écosystémiques des zones humides.

<sup>1</sup> TA 30 juin 2016, n° 1400853.

Le PAGD repose sur les articles L. 215-1 et L. 215-7 du code de l'environnement pour enclencher une dynamique de règlement d'eau à adopter par le préfet.

- **Examen de la compatibilité avec le SDAGE** : Le SDAGE dans son orientation D6 précise que « l'autorité administrative révisé les règlements d'eau des ouvrages lors du renouvellement des titres ou avant cet échéance si nécessaire, en prenant en compte l'économie générale des ouvrages et la limitation des pertes de production énergétiques ». Et ce, en écho à l'orientation D4 qui vise les règlements d'eau des concessions hydroélectrique dont la révision ne doit pas remettre en cause l'équilibre général de la concession. Les entreprises autorisées à utiliser l'énergie hydraulique ont un règlement d'eau imposé de par la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique. C'est pourquoi le SDAGE fait référence au renouvellement des titres et à l'économie générale des ouvrages et la perte de production énergétique. **Le SDAGE ne vise pas la gestion des clapets mobiles mais la gestion des ouvrages hydrauliques concernés par des concessions hydroélectriques en particulier qui comporte un règlement d'eau. C'est d'ailleurs le sens du chapitre « gérer et réguler les débits en amont des ouvrages en particulier ceux destinés à la production hydroélectrique ». En ce sens le PAGD sur administre en rajoutant des éléments ignorés par le SDAGE et crée des mesures indépendantes du SDAGE.**
- **Examen de la légalité de la disposition du PAGD** : le renvoi aux articles L. 215-1 et L. 215-7 du code de l'environnement doit être examiné afin de regarder s'ils peuvent fonder des futurs règlements d'eau applicables à des clapets mobiles. L'article L. 215-1 est un article fondateur du droit de l'eau reconnaissant que les riverains des cours d'eau non domaniaux n'ont pas de droits d'appropriation sur l'eau de ces cours d'eau. Il ne crée pas de procédures particulières pour adopter un texte particulier relevant de la police de l'eau. En l'absence de cours d'eau, cet article ne s'applique pas. De même, l'article L. 215-7 s'applique également au titre de la police de l'eau sur les cours d'eau non domaniaux. Sans cours d'eau cet article ne peut s'appliquer. Les cours d'eau ont été définis par la loi du 8 juillet 2016 relative à la reconquête de la biodiversité<sup>2</sup>. Tous les fossés nés de la main de l'homme, tous les canaux ne relèvent pas des cours d'eau et donc des règles de la police de l'eau. Il est également possible de s'interroger, même en présence de cours d'eau dans les marais, de la finalité des règlements d'eau envisagés par le PAGD du SAGE SEUDRE. Ce dernier visant des mesures de police instaurées au titre des services écosystémiques des zones humides et non au titre du libre cours des eaux. La jurisprudence relève des mesures visant une réglementation des extractions de vase, de sable et de pierres dans les cours d'eau non domaniaux, l'entretien d'installations hydrauliques abandonnées, l'enlèvement des branchages sous un pont, etc. L'objectif étant au final d'éviter des crues, une modification du régime des eaux, des rives avec des motifs de sécurité et de salubrité publique. **Pour toutes ces raisons, la disposition QM2-5 telle qu'elle est rédigée n'est pas conforme aux règles de droit existantes. En revanche des protocoles de gestion non juridiquement opposables mais issus d'une concertation locale peuvent être envisagés. Ces protocoles visant à concilier à la fois l'agriculture et l'utilisation économique de l'eau et les objectifs environnementaux du SDAGE, comme le précise le SDAGE lui-même.**

**Ces protocoles existent et ont été évoqués lors des discussions par la Chambre d'agriculture et la DDTM, en vain.**

#### **Disposition QM1-9 : Compléter les inventaires de zones humides :**

*« Les communes ou leurs groupements compétents sont invités à compléter, dans un délai de 2 ans, l'inventaire des zones humides réalisé sur leur territoire notamment en inventoriant les zones humides inférieures à 1 ha. La structure porteuse du SAGE centralise les données locales afin de construire, diffuser et partager un outil de connaissance des zones humides à l'échelle du territoire du SAGE »*

<sup>2</sup> Article L215-7-1 « Constitue un cours d'eau un écoulement d'eaux courantes dans un lit naturel à l'origine, alimenté par une source et présentant un débit suffisant la majeure partie de l'année. L'écoulement peut ne pas être permanent compte tenu des conditions hydrologiques et géologiques locales. »

Ce dispositif d'inventaire vise à identifier des zones humides qui relèvent de la déclaration au titre de la nomenclature « eau » (Rubrique 3.3.1.0) c'est – à – dire la nomenclature du seuil le plus bas visant à encadrer l'assèchement, la mise en eau, l'imperméabilisation et les remblais. Cet inventaire a ensuite vocation à être intégré dans les documents d'urbanisme (disposition QM3-2). Cet inventaire a donc vocation à se transformer en servitudes en particulier dans le cadre du règlement du PLU. La disposition QM1-9 demande aux collectivités de se baser sur l'arrêté du 24 juin 2008 modifié.

- **Examen de la compatibilité avec le SDAGE** : le SDAGE demande une cartographie des zones humides. L'orientation D 38 parle uniquement de cartographie indicative des milieux potentiellement humides du bassin (langage qui ne relève pas du droit de l'environnement) réalisée selon la méthodologie utilisée sur le bassin. Cette cartographie permettant une information des acteurs « sur la présence possible de zones humides en vue de prioriser la réalisation d'inventaires plus fins. » Le SDAGE rajoutant que ces inventaires en particulier ceux des SAGE doivent être pris en compte par les documents d'urbanisme. Selon le SDAGE, « Ces inventaires ne dispensant pas de réaliser des inventaires de zones humides plus précis. » dans le cadre de documents d'urbanisme. **La disposition QM1-9 est compatible avec le SDAGE.**
- **Examen de la légalité de la disposition du PAGD** : Si la réalisation d'inventaires partagés peut aider à une meilleure mise en œuvre de la police de l'eau, peut aider à une meilleure compréhension des enjeux, il conviendra de veiller à ce que ces inventaires reposent sur une méthodologie partagée et transparente. En outre, les collectivités sont libres de décider de la façon dont elles réalisent les inventaires des zones humides en vertu de l'indépendance des législations. Elles ne sont pas liées par l'arrêté du 24 juin 2008, ni même par la définition du L. 211-1 du code de l'environnement<sup>3</sup>. La disposition QM1-9 ne peut donc lier les collectivités sur ce point. Celles-ci devraient être encouragées à associer tous les acteurs de terrains afin de réaliser les inventaires de zones humides afin de décider de celles qu'il serait primordial d'insérer dans les documents d'urbanisme. Notons que l'opposabilité du SAGE, comme du SDAGE, s'exprime d'abord à l'égard des SCOT, puis des PLU quand les SCOT n'existent pas. **La disposition du PAGD peut donc, au regard de la compatibilité, encourager les collectivités à réaliser des inventaires selon une méthodologie qui leur appartiendra de définir en vertu de l'indépendance des législations et en l'état de la jurisprudence. Les inventaires à réaliser devraient l'être de façon partagée avec les acteurs de terrain.**

#### **Disposition QM2-1 : Définir et mettre en œuvre une stratégie de restauration de la continuité écologique**

La disposition QM2-1 a pour objet de mettre en place un programme de restauration de la continuité écologique des cours d'eau qui présentent un fort potentiel biologique et qui ne sont pas actuellement classés en liste 1 ou en liste 2 conformément à l'article L. 214-17 du code de l'environnement. « La CLE souhaite étendre le programme de restauration de la continuité écologique engagé sur le bassin » « **concernant des cours d'eau non classés en liste 1 ou en liste 2** ». Le programme concernant les ouvrages, élaboré en concertation avec les riverains et propriétaires d'ouvrages et soumis à la validation de la CLE, vise des interventions allant jusqu'à l'effacement, l'arasement, l'aménagement etc. « Lors de la révision du classement des cours d'eau prévu par l'article L. 214-17 du code de l'environnement, les cours d'eau visés par le programme d'action sont proposés pour intégrer la liste 2 ». Cette disposition s'appuie sur la carte 12 du PAGD et la carte 1 du règlement comprenant les cours d'eau non classés en liste 1 et 2.

La disposition QM2-1 doit se lire en complément de l'article 1er du règlement du SAGE qui prévoit une règle 1 pour préserver la continuité écologique des sous bassins versants définis comme prioritaires par le SAGE. « C'est pourquoi, la règle édictée dans le SAGE de la Seudre vise à appuyer la préservation de

<sup>3</sup> Un arrêt de la CAA de Lyon du 18 janv. 2011 précise que le PLU peut délimiter des « secteurs humides » par le biais des documents graphiques à l'intérieur d'une zone U (urbanisée), Au (urbanisation future), A (agricole) et N (naturelle), dans un but de protection et de mise en valeur de ces secteurs à intérêt écologique, même si ceux-ci ne peuvent être qualifiés de zones humides au titre de l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

la continuité écologique de ces cours d'eau, par des mesures encadrant l'instruction de nouveaux projets. Cette règle ne s'applique que sur les secteurs prioritaires qui sont identifiés sur la Carte 1. »

La disposition QM2-1 fait référence au dispositif de l'article L. 214-17 du code de l'environnement qui instaure des obligations différentes aux ouvrages situés sur les cours d'eau en fonction du classement administratif en liste 1 ou en liste 2 de ces cours d'eau.

1. Sur les cours d'eau de la liste 1 aucune autorisation ou concession ne peut être accordée pour la construction de nouveaux ouvrages s'ils constituent un obstacle à la continuité écologique. Le renouvellement de concession ou d'autorisation d'ouvrages est fortement encadré. *« A ce titre, le classement en liste 1 conduit à ne plus autoriser la construction d'ouvrages nouveaux faisant obstacle à la continuité écologique, mais également à tenir compte de cet objectif de préservation dans l'instruction de toute demande d'autorisation relative à d'autres activités humaine susceptibles d'impacter les cours d'eau concernés, notamment en matière d'hydrologie. »*<sup>4</sup>
  2. Sur les cours d'eau de la liste 2 les ouvrages doivent être gérés de façon préalablement définie par l'autorité administrative. *« Dans certains cas, la suppression d'obstacles avec renaturation de tronçons de cours d'eau pourra être justifiée pour atteindre cet objectif, sans qu'elle ne soit exigée par principe. »*<sup>5</sup>
  3. L'ensemble de ces obligations ouvre droit à indemnité si elles font peser sur les propriétaires ou les exploitants des ouvrages une charge spéciale et exorbitante.
  4. L'article R. 214-110 du code de l'environnement précise la procédure que doit suivre l'autorité administrative pour aboutir à l'adoption de son arrêté d'inscription des cours d'eau sur les listes 1 et 2. En particulier, l'étude d'impact doit comporter une analyse des coûts et des avantages économiques et environnementaux.
- **Examen de la compatibilité de la disposition QM2-1 avec le SDAGE** : Cette disposition concerne des cours d'eau non classés en liste 1 ou en liste 2. L'orientation D du SDAGE (p. 192) s'inscrit dans la dynamique des listes 1 et 2 de l'article L. 214-17 du code de l'environnement. Le SDAGE dans son orientation D20 précise comment organiser la restauration des cours d'eau relevant en priorité de la liste 2. Et elle s'adresse à l'Etat, aux collectivités mettant en œuvre cette restauration. *« Partout où cela est techniquement et économiquement réalisable, la suppression ou l'arasement des obstacles notamment des ouvrages sans usage sont envisagés ».* **Dans ces conditions, le SAGE suradministre en ce qu'il organise un dispositif visant des cours d'eau ne figurant pas dans les listes 1 et 2. Il ne décline pas les exigences du SDAGE.**
  - **Examen de la légalité de la disposition QM2-1** : Il convient de rappeler que la jurisprudence contrôle le respect des compétences attribuées au préfet coordonnateur de bassin qui adopte les listes 1 et 2 en vertu de l'article L. 214-17 du code de l'environnement. Aussi parce que cet article crée des conditions particulières de procédures avec une étude d'impact spécifique. **La Cour administrative d'appel de Bordeaux, 5ème chambre (formation à 3), 25 février 2014, 13BX00416** précise *« que s'il appartient aux auteurs des SDAGE de fixer dans ces documents des objectifs ou orientations destinés à assurer le bon état des cours d'eau et s'il leur est loisible d'identifier à cette fin les cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux jouant le rôle de réservoir biologique, une telle mesure ne peut avoir pour objet ou pour effet de se substituer à la publication de la liste mentionnée à l'article L. 214-17 en permettant à l'autorité administrative compétente de s'opposer, pour les mêmes motifs que ceux énoncés à l'article L. 214-17 à la réalisation d'ouvrages situés sur des cours d'eau ».* **Le juge ne peut exiger des**

<sup>4</sup> Circulaire du 18 janvier 2013 relative à l'application des classements de cours d'eau en vue de leur préservation ou de la restauration de la continuité écologique - Article L.214-17 du code de l'environnement – Liste 1 et liste 2.

<sup>5</sup> Ibid.



**SDAGE un respect de procédure qu'il n'exigerait pas des SAGE. Dans ces conditions, cette disposition QM2-1 n'est pas conforme au droit.**

**Disposition GQ1-3 : Evaluer les débits nécessaires au bon fonctionnement de l'hydro système :**

*« Dans un délai d'un an, la structure de bassin au niveau du secteur aval de la Seudre continentale étudie la faisabilité de la définition d'un débit de surverse de référence de l'écluse de Ribérou à Saujon, identifie les indicateurs de débits tels que le DOE et le DCR. La structure de bassin réalise une étude afin de définir les débits minimums biologiques des cours d'eau du bassin versant à l'étiage. Toute nouvelle demande d'autorisation pour la mise en place d'ouvrages hydrauliques est compatible dans la définition de son débit réservé avec la valeur de débit minimum biologique identifiée dans la zone d'influence aval de son ouvrage. »*

- **Examen de la compatibilité avec le SDAGE** : dans un contexte de changement climatique, le SDAGE propose un certain nombre de mesures avec toujours comme objectif de sécuriser les usages économiques, dont l'irrigation (p. 155/156). Le SDAGE n'a pas vocation à sanctionner par principe les activités économiques en particulier agricoles. L'orientation C3 traite de la définition des débits de référence en énumérant des méthodes de calcul. Elle incite les SAGE à définir des valeurs complémentaires aux DOE dans les petits bassins qui n'ont pas de DOE établis. Ces débits doivent être établis sur la base de mesures fiabilisées. L'orientation C4 invite à réviser les débits de référence avec des études qui regardent les incidences de ces modifications sur les usages économiques de l'eau. Les nouvelles valeurs de DOE et de DCR peuvent être modifiées durant la mise en œuvre du SDAGE par le préfet coordonnateur de bassin dans le cadre d'un arrêté préfectoral après avis du comité de bassin. A l'issue de cette procédure, ces valeurs de débits seront opposables. La disposition GQ1-3 traite à la fois du DOE, du DCR et des débits minimums biologiques. Cette disposition précise, conformément à ce que prévoit le SDAGE, que « ces valeurs de débits sont soumises à la validation de la CLE. La valeur du débit minimum biologique qui en résulte est portée à la connaissance du préfet et celles du DOE, de DCR et de débits de surverse à l'écluse de Ribérou au préfet coordonnateur de bassin ». **Le PAGD de la Seudre est compatible avec le SDAGE en prévoyant un renvoi au préfet coordonnateur de bassin pour le DOE et le DCR.** Quant au débit minimum biologique, le SDAGE dans son orientation D rappelle le fondement juridique ce débit : l'article L. 214-18 du code de l'environnement. Cet article impose à tout ouvrage transversal dans le lit mineur d'un cours (seuils et barrages) de laisser dans le cours d'eau à l'aval, un débit minimal garantissant en permanence la vie, la circulation et la reproduction des espèces présentes. Comme le rappelle la circulaire du 5 juillet 2011 relative à l'application de l'article L. 214-18 du code de l'environnement sur les débits réservés à maintenir en cours d'eau, « Ce débit minimum biologique doit être déterminé sur la base d'une étude spécifique dans le cadre de la procédure d'autorisation ou de concession, de renouvellement du titre ou de demande de modification des valeurs de débit réservé en cours d'autorisation. » Le SDAGE dans son orientation D5 ne fait que rappeler le droit applicable en la matière. **Le SAGE Seudre décide d'aller plus loin en annonçant que « la structure de bassin réalise une étude afin de définir les débits minimums biologiques des cours d'eau du bassin versant à l'étiage », une fois l'arrêté préfectoral d'approbation du SAGE publié.**
- **Examen de la légalité de la disposition du PAGD** : la question se pose de savoir si un **PAGD peut décider de la compatibilité de décisions prises dans le domaine de l'eau avec ses dispositions qui seront adoptées après la parution de son arrêté de validation préfectoral.** En effet, la disposition GQ1-3 considère que les débits minimum biologiques seront validés par la CLE suite à une étude réalisée une fois l'arrêté d'approbation du SAGE publié. La méthode prévue est donc une validation en CLE conformément à des modalités de vote non précisées. Cette validation enclenchera une obligation de compatibilité et de mise en compatibilité alors même que le SAGE aura été approuvé sans ces débits. Il convient de rappeler que le SAGE s'applique conformément au contenu approuvé par le préfet. Seule une procédure de révision du SAGE permettra d'enclencher une compatibilité nouvelle entre les décisions administratives et de nouveaux débits. L'article L. 212-9 du code de l'environnement

précise que cette révision se fait dans les conditions définies à l'article L. 212-6. L'ordonnance du 3 août 2016 prévoit un allègement de la procédure de révision à compter de 2017. **C'est pourquoi, la disposition du PAGD n'apparaît pas comme conforme au droit car elle pose l'application d'une règle par anticipation sans respecter la procédure de révision du SAGE.**

#### **Disposition GQ3-5 : Diagnostiquer l'ensemble des forages agricoles exploitant des ressources souterraines captives**

*« Dans un délai de 2 ans, sous la coordination de l'Organisme Unique de Gestion Collective, ainsi que des structures en charge du conseil auprès de la profession agricole, les pétitionnaires sont invités à établir un diagnostic, ou complément de diagnostic, des forages agricoles exploitant les nappes captives, selon une méthodologie établie en concertation et validée par les services de l'Etat. »*

- **Examen de la compatibilité avec le SDAGE : le SDAGE ne mentionne pas ce diagnostic des forages agricoles.**
- **Examen de la légalité de la disposition :** Le dispositif proposé relève d'une préoccupation liée à la protection des zones à protéger pour le futur étendue à l'ensemble du bassin. L'établissement d'un diagnostic « sous la coordination de l'organisme unique » relève des conventions de partenariat évoquées par le SDAGE (C9). En effet, l'OUGC travaille directement avec l'Etat et remplit des missions, précisément définies par le code de l'environnement. Rien ne l'empêche cependant de travailler sur des missions supplémentaires afin de mieux gérer collectivement les prélèvements.

L'OUGC, en accord avec la profession agricole, souhaite travailler sur une meilleure connaissance des forages et donc des prélèvements en nappe captive. En effet, la profession agricole souhaite, et a déjà commencé en concertation avec les services de l'Etat, ces diagnostics de forages concernant les nappes captives. La profession agricole juge indispensable de bien connaître les prélèvements en nappes captives puisque cette connaissance fait défaut aujourd'hui.

**D'où les interrogations concernant la règle 4 du règlement qui repose sur une situation de fait mal connue voire inconnue.**

#### **Disposition GQ4-1 : Elaborer un projet de territoire**

Cette disposition conditionne l'attribution de toutes les aides publiques pour le financement de réserves de substitution sur le périmètre du SAGE à la définition d'un projet de territoire tel que prévu par l'instruction du gouvernement du 4 juin 2015. La CLE décide qu'elle sera le comité de pilotage de ce projet et ajoute des exigences supplémentaires dans l'écriture du projet. A noter que l'instruction ministérielle précise que la CLE « sera élargie à toutes les parties intéressées au projet et notamment les représentants des filières économiques afin de bâtir un projet satisfaisant les objectifs environnementaux et réaliste économiquement. »

- **Examen de la compatibilité avec le SDAGE :** le SDAGE Adour Garonne se préoccupe du stockage de l'eau en en faisant une des réponses au changement climatique. Il fait une distinction entre les réserves réalisées sur les bassins en déséquilibre et les autres bassins (C18). Le SDAGE préconise une **priorisation** des financements publics (C13) en décidant leur attribution prioritaire aux actions restaurant les équilibres quantitatifs. Ce qui suppose a contrario qu'il autorise les aides publiques de façon non prioritaire aux autres projets. Ce qui suppose également que le SDAGE ne décide pas de façon unilatérale de la non attribution par principe de financements publics ne respectant pas certaines conditions d'octroi. **Le SAGE sur administre donc en visant tous les financements et donc en interdisant tous les financements publics qui ne répondraient pas à ses exigences.**



- **Examen de la légalité de la disposition** : Le SAGE pose des conditions de financement de réserves de substitution uniquement. Il vise l'ensemble des financements publics y compris les financements européens. L'instruction ministérielle de 2015 vise les aides versées par les agences de l'eau uniquement<sup>6</sup>. Le PAGD ne respecte donc pas cette instruction ministérielle et la volonté politique qui y est exprimée. Il interdit les financements publics qui ne répondent pas aux exigences qu'il pose, exigences qui devront être reprises dans un projet de territoire. Ce projet n'est pas écrit pour l'heure. Ce qui implique que le SAGE a l'ambition de geler les aides publiques tant que le projet n'est pas adopté. L'orientation GQ4-1 anticipe l'adoption d'un projet dont l'adoption n'est pas obligatoire par le droit. Son fondement juridique étant une instruction ministérielle qui ne relève pas de la hiérarchie des normes. La question se pose en outre de savoir si le projet de territoire relève des décisions prises dans le domaine de l'eau qui doivent être compatibles avec le PAGD ? Car comme le précise l'instruction ministérielle : « Les actions prévues dans le cadre du projet de territoire prendront la forme d'engagements contractuels entre l'agence de l'eau et les porteurs des actions en contrepartie des aides apportées. » Ce sont les accords de financements qui sont contractuels pas le projet de territoire. **Dans ces conditions, le PAGD du SAGE ne peut s'imposer au projet de territoire qui ne relève pas des décisions prises dans le domaine de l'eau. Il en est de même pour les contrats qui ne sont pas des décisions prises par les autorités administratives.**

## 4 Le règlement du SAGE

### **Règle 1 : préserver la continuité écologique des sous bassins versants définis comme prioritaires par le SAGE**

Cette règle est rattachée à la disposition QM2-1 du PAGD (voir p. 5).

La règle n°1 prévoit d'encadrer l'instruction des nouveaux projets menés sur des secteurs prioritaires identifiés sur la Carte 1 pour préserver la continuité écologique de ces cours d'eau : « *C'est pourquoi, la règle édictée dans le SAGE de la Seudre vise à appuyer la préservation de la continuité écologique de ces cours d'eau, par des mesures encadrant l'instruction de nouveaux projets. Cette règle ne s'applique que sur les secteurs prioritaires qui sont identifiés sur la Carte 1.* » Le règlement du SAGE dans sa présentation de la règle n°1 explique que ces cours d'eau prioritaires ont été identifiés afin de compléter les listes 1 et 2 des cours d'eau élaborés au titre de l'article L. 214-17 du code de l'environnement.

L'article L. 214-17 du code de l'environnement instaure des obligations différentes aux ouvrages situés sur les cours d'eau en fonction du classement administratif en liste 1 ou en liste 2 de ces cours d'eau :

1. Sur les cours d'eau de la liste 1 aucune autorisation ou concession ne peut être accordée pour la construction de nouveaux ouvrages s'ils constituent un obstacle à la continuité écologique. Le renouvellement de concession ou d'autorisation d'ouvrages est fortement encadré. « *A ce titre, le classement en liste 1 conduit à ne plus autoriser la construction d'ouvrages nouveaux faisant obstacle à la continuité écologique, mais également à tenir compte de cet objectif de préservation dans l'instruction de toute demande d'autorisation relative à d'autres activités humaines susceptibles d'impacter les cours d'eau concernés, notamment en matière d'hydrologie.* »<sup>7</sup>
2. Sur les cours d'eau de la liste 2 les ouvrages doivent être gérés de façon préalablement définie par l'autorité administrative. « *Dans certains cas, la suppression d'obstacles avec renaturation de tronçons de cours d'eau pourra être justifiée pour atteindre cet objectif, sans qu'elle ne soit exigée par principe.* »<sup>8</sup>

<sup>6</sup> Instruction du Gouvernement du 4 juin 2015 relative au financement par les agences de l'eau des retenues de substitution.

<sup>7</sup> Circulaire du 18 janvier 2013 relative à l'application des classements de cours d'eau en vue de leur préservation ou de la restauration de la continuité écologique - Article L.214-17 du code de l'environnement –  
Liste 1 et liste 2.

<sup>8</sup> Ibid.

3. L'ensemble de ces obligations ouvre droit à indemnité si elles font peser sur les propriétaires ou les exploitants des ouvrages une charge spéciale et exorbitante.
  4. L'article R. 214-110 du code de l'environnement précise la procédure que doit suivre l'autorité administrative pour aboutir à l'adoption de son arrêté d'inscription des cours d'eau sur les listes 1 et 2. En particulier, l'étude d'impact doit comporter une analyse des coûts et des avantages économiques et environnementaux.
- **Examen de la compatibilité de la règle n°1 avec le SDAGE** : celle-ci concerne des cours d'eau non classés en liste 1 ou en liste 2. L'orientation D du SDAGE (p. 192) s'inscrit dans la dynamique des listes 1 et 2 de l'article L. 214-17 du code de l'environnement. Elle ne demande pas une action sur des cours d'eau supplémentaires en termes de continuité écologique. **Dans ces conditions, le SAGE suradministre et ne décline pas les exigences du SDAGE.**
  - **Examen de la légalité de la règle** : L'article 1er du règlement a pour objet de permettre une protection stricte de cours d'eau qui ne sont pas identifiés dans les listes 1 et 2 en vertu de l'article L. 214-17 mais qui sont identifiés comme présentant un intérêt particulier au titre du SAGE SEUDRE (carte 1 du règlement). Il s'agit pour cet article de créer un dispositif identique à la liste 1 sans en suivre la procédure, puisque ce dispositif envisage d'empêcher la réalisation de nouveaux ouvrages qui constituent un obstacle à la continuité écologique<sup>9</sup>. Ce dispositif a pour objet et pour conséquence d'exiger des autorités de police de se substituer à la publication de la liste de l'article L. 214-17 du code de l'environnement. Ce que condamne la jurisprudence : **La Cour administrative d'appel de Bordeaux, 5ème chambre (formation à 3), 25 février 2014, 13BX00416** précise « *que s'il appartient aux auteurs des SDAGE de fixer dans ces documents des objectifs ou orientations destinés à assurer le bon état des cours d'eau et s'il leur est loisible d'identifier à cette fin les cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux jouant le rôle de réservoir biologique, une telle mesure ne peut avoir pour objet ou pour effet de se substituer à la publication de la liste mentionnée à l'article L. 214-17 en permettant à l'autorité administrative compétente de s'opposer, pour les mêmes motifs que ceux énoncés à l'article L. 214-17 à la réalisation d'ouvrages situés sur des cours d'eau* ». **Le règlement 1 organise ainsi une substitution à la publication de la liste mentionnée à l'article L. 214-17 et est à ce titre non conforme aux règles de droit.**

## **Règle 2 : préserver les fonctionnalités des milieux humides définis comme prioritaires par le SAGE**

La règle 2 du règlement du projet de SAGE SEUDRE a pour objet d'empêcher la réalisation de tout nouveau projet relevant des rubriques 3.3.1.0 et 3.3.2.0 de la nomenclature « eau ». Ces projets concernent l'imperméabilisation, le remblaiement, le drainage et l'assèchement de zones humides jugées prioritaires (carte 2).

- **Examen de la compatibilité avec le SDAGE** : le SDAGE a pour objet la préservation des zones humides (orientation D). L'orientation D43 précise bien « dans les zones humides visées à l'article L. 211-3 du code de l'environnement et dans les zones humides désignées comme stratégiques pour la gestion de l'eau, les projets soumis à autorisation ou à déclaration ayant pour conséquence une atteinte à ces zones par leur assèchement, leur mise en eau ou leur remblaiement ne sont pas compatibles avec les objectifs du SDAGE. » Conformément aux zonages identifiés par le SDAGE, la police de l'eau est encadrée sur ces seuls territoires. **Le SAGE Seudre rajoute donc des exigences par rapport au SDAGE. En outre, le SDAGE insiste sur la mise en place d'un accompagnement des acteurs via une cellule d'assistance. Idée reprise par la disposition QM3 – 4 du SAGE.**
- **Examen de la légalité de la règle 2** : la règle 2 s'impose aux nouveaux projets et énumère toute une série de conditions qui pourrait autoriser les travaux concernés. En réalité, les exigences sont telles que les travaux agricoles visant au drainage des terres à des fins de production agricole seront impossibles. Ce qui signifie que les terres agricoles actuellement

<sup>9</sup> Cette démonstration devra se faire en conformité avec les exigences de l'article R.214-109 du code de l'environnement.

exploitées car drainées ne pourront pas se développer car leur entretien sera soumis aux exigences du règlement. De même, les terres anciennement drainées et mises en culture, aujourd'hui non cultivées, ne pourront plus l'être de nouveau. Les atteintes portées au potentiel agricole sont réelles alors même qu'aucune indemnisation n'est prévue par le SAGE. En outre, se pose la question du traitement identique des travaux agricoles et des travaux d'imperméabilisation tels que des constructions. Comment est-il possible scientifiquement de traiter de façon identique des travaux agricoles et des travaux d'urbanisme ? Comment justifier ce même traitement au regard de l'état actuel des zones humides et d'un intérêt majeur parfaitement identifié dans le SAGE? **Le lien avec le PAGD qui justifie la règle est ici mis en cause.** En effet, la disposition QM3-4 qui est associée à la règle 2 a pour objet d'accompagner les porteurs de projets. Cette disposition ne peut fonder la règle 2 du SAGE car elle ne montre pas en quoi l'encadrement très strict des travaux sur les zones humides est nécessaire et correspond à la bonne mesure à prendre en fonction de la situation dument analysée. **Sans ce fondement la règle n'est pas acceptable car elle n'est pas justifiée par son lien avec le PAGD qui fonde les règles.**

#### **Règle 4 : encadrer l'exploitation des aquifères captifs**

La règle n°4 renvoie à l'orientation QE4-2 du PAGD.

Cette orientation QE4-2 pose la vision du SAGE et explique l'adoption de la règle n°4. Elle commence par une référence au SDAGE puisque les nappes concernées relèvent des zones à protéger pour le futur. Ces masses d'eau sont en bon état chimique et quantitatif comme cela est précisé dans la disposition QE4-2. Le SAGE à différentes reprises précise qu'il n'y a pas de connaissance suffisante sur l'exploitation des eaux souterraines déconnectées (nappes captives). Néanmoins, « Au titre du principe de précaution, la CLE souhaite préserver ces masses d'eau souterraine actuellement en bon état ». Dans la justification de la règle 4 il est indiqué : « un prélèvement excessif peut constituer un risque de dégradation de leur qualité suite à une diminution de la pression et à une drainance verticale à partir des nappes sus jacentes ou à la multiplication de points d'entrée potentiels de pollutions (captages) »

La disposition QE4-2 fait également référence à un accord cadre du 28 mai 2003 qui concerne un protocole relatif à la préservation qualitative de ces masses d'eau. La profession agricole a signé cet accord.

La règle n°4 ne concerne pas les prélèvements pour l'alimentation en eau potable. Pour les autres prélèvements, la règle n°4 vise à autoriser toute nouvelle demande ou tout renouvellement d'autorisation pour peu qu'elle n'induisse pas d'augmentation de volume ou débit de prélèvement sur l'aquifère concerné « par rapport à la situation initiale évaluée au cas par cas par diagnostic de chaque ouvrage existant supposé prélever dans un aquifère captif. Les diagnostics sont réalisés dans un délai de 3 à 5 ans ».

- **Examen de la compatibilité avec le SDAGE** : il s'avère que **le SAGE suradministre** en ne tenant pas compte de la réalité de bon état de ces masses d'eau établie par le SDAGE.
- **Examen de la légalité de la règle n°4** : comme toute mesure qui relève de la police de l'eau, la règle n°4 se doit de respecter le principe de proportionnalité qui suppose que la règle doit être nécessaire et justifiée au regard de la situation de fait. Il s'avère que le SDAGE décide que ces masses d'eau sont en bon état chimique et quantitatif. Ce qui signifie que l'état de fait ne montre aucune nécessité dans le gel des prélèvements. Les eaux concernées par l'article 4 du règlement du SAGE sont donc considérées en bon état chimique et quantitatif. Le fait qu'elles relèvent de l'alimentation en eau pour le futur ne suppose pas d'y interdire les prélèvements qui ne sont pas destinés à l'alimentation en eau potable mais d'y porter une certaine attention permettant de continuer à maintenir leur bon état. Ce qui suppose de regarder si les prélèvements agricoles qui sont effectués aujourd'hui menacent gravement cet état chimique et quantitatif des masses d'eau à tel point qu'il faudrait les contraindre dans le cadre du règlement. **Dans ces conditions la règle n°4 est disproportionnée et n'est donc pas légale.** En outre, le principe de précaution n'autorise pas de décider de règle de police sans apporter un début de preuve du risque qui est supposé conformément à la jurisprudence du Conseil d'Etat. Enfin, « Faute de connaissances suffisantes pour l'exploitation des eaux souterraines déconnectées (nappes captives) les volumes prélevables sont uniquement définis

pour les cours d'eau et les nappes d'accompagnement » précise le SAGE p. 113. C'est pourquoi, la règle n°4 est d'application différée car conditionnée à la réalisation d'un diagnostic pour chaque ouvrage existant. **Nous rappelons que le règlement doit s'appliquer dès la publication du SAGE. En l'état il est impossible d'appliquer cette règle.**

**L'accord cadre du 28 mai 2003 conclu avec la profession montre sa bonne foi et rend inutile le recours à une règle.**

**C'est ce que la Chambre d'agriculture a soutenu lors des débats. La prise en compte très tardive de nos arguments a conduit la CLE à proposer une nouvelle rédaction de cette règle le 14 juin 2016, telle que rédigée dans le document soumis à avis.**

**Dans un souci d'apaisement, et bien que le règle ne soit pas fondée juridiquement, la Chambre d'agriculture a accepté cette nouvelle rédaction de la règle 4 lors de la CLE.**

## **5 Financement du SAGE**

La note fournie à la commission de planification précise :

### *« 5. Evaluation financière*

*L'évaluation financière du projet de PAGD du SAGE Seudre sur une durée de 10 ans a été globalement estimée à 31 280 000 € et décomposée comme suit :*

*ENJEU 1- Gouvernance, communication et suivi : 1 590 000 €*

*ENJEU 2 – Qualité des milieux : 13 620 000 €*

*ENJEU 3 – Gestion quantitative : 3 750 000 €*

*ENJEU 4 – Qualité des eaux : 12 320 000 €*

*ENJEU 5 – Gestion des inondations : 0 €*

*Une évaluation plus fine par disposition est présentée dans le PAGD. »*

L'article L. 212-5-1 du code de l'environnement exige que le PAGD définisse « les conditions de réalisation des objectifs mentionnés à l'article L. 212-3 notamment en évaluant les moyens financiers nécessaires à la mise en œuvre du schéma ». L'article R. 212-46 du code de l'environnement précise cet article en décidant que le PAGD comporte « l'évaluation des moyens matériels et financiers nécessaires à la mise en œuvre et au suivi du schéma ». Le terme « notamment » permet au législateur de bien insister sur cet élément très particulier que le PAGD doit prendre en compte pour procéder à une juste appréciation des conditions de réalisation des objectifs qu'il prône.

C'est pourquoi le TA de Poitiers, le 15 février 2007, a annulé le projet de SAGE Boutonne qui ne comportait pas en particulier l'indication des principales phases de réalisation du schéma avec l'évaluation des moyens financiers nécessaires. L'évaluation des moyens financiers est en effet un élément indispensable de la légalité du SAGE. En son absence, le SAGE ne peut être approuvé.

Cette évaluation financière ne peut se contenter d'afficher les moyens humains nécessaires à l'animation. Elle doit pouvoir établir quels seront les moyens financiers et matériels réellement disponibles pour réaliser l'ensemble des études prévues, de la tenue des GT et de leurs travaux d'expertises nécessaires pour établir en toute certitude des éléments de connaissance fondant les opérations à mettre en place. Exemple : des inventaires, des cartographies, des travaux de connaissances, les programmes de recherche, les stratégies de restauration, du règlement d'eau et de ces indicateurs, etc. qui sont cités tout du long du SAGE.

Le PAGD du SAGE Seudre explique « *qu'à ce stade du projet, **il n'est pas possible de connaître précisément le dimensionnement des actions à réaliser.** [...] ce mode d'évaluation implique donc des incertitudes quant aux montants ainsi estimés. [...] les chiffres présentés dans ce chapitre sont donc à interpréter comme des ordres de grandeur* ».

Alors même que le SAGE a l'ambition d'élaborer et de coordonner un programme opérationnel multithématique à l'échelle du territoire du SAGE (Disposition G1-3). Programme qui sera adopté dans un délai de 3 ans à compter de la publication de l'arrêté d'approbation du SAGE. Ce programme opérationnel conditionne le développement de bon nombre d'actions du SAGE.

**L'évaluation financière figurant dans le PAGD ne répond pas aux exigences du code de l'environnement.**

## 6 Conclusion

Nous constatons que le projet soumis à avis a évolué vers une écriture plus conforme au droit.

En effet, dans des versions précédentes, les règlements d'eau conditionnaient l'octroi des financements publics, l'encadrement de la police de l'eau pour la construction de réserves de substitution était plus fort, l'écriture du projet de territoire ne visait pas l'économie agricole, la politique foncière était une obligation, les AAC devaient faire l'objet de ZSCE, les collectivités se devaient d'intégrer des dispositions dans leurs documents d'urbanisme, la définition des services écosystémique aboutissait à une désignation très claire des agriculteurs comme des pollueurs et des destructeurs.

**Néanmoins les remarques exposées ci-dessus font que la Chambre d'agriculture maintient l'avis défavorable exprimé lors du vote en CLE le 14 juin 2016.**